

Table des matières

Actualité politique allemande	2
Climat	2
De nouveaux acteurs allemands plaident en faveur d'une tarification plancher du CO ₂	2
Le non-respect des objectifs climatiques de l'Allemagne risque de coûter de 5 à 30 Mds€ au gouvernement fédéral d'ici 2030	2
Energie.....	3
La sortie allemande du charbon se jouerait-elle en Rhénanie-du-Nord-Westphalie ? Tensions extrêmes autour de la 4ème réunion de la Commission sur la croissance, les changements structurels et l'emploi - dite Commission « charbon »	3
Qu'en est-il vraiment du rôle de l'énergie gazière dans la transition énergétique allemande ?.....	3
La production d'électricité issue des énergies renouvelables est désormais supérieure à celle issue du charbon	4
L'énergéticien allemand Uniper souhaiterait négocier pour fermer ses deux centrales françaises	4
Nucléaire : amendement de la Loi sur l'énergie atomique.....	4
Mercedes transforme une centrale à charbon de la Ruhr en unité de stockage de batteries	5
Des pertes d'emplois se profilent dans l'éolien	5
Industrie/entreprises	5
Démissions chez Thyssenkrupp.....	5
Les actionnaires d'Alstom à 95% en faveur de la fusion avec Siemens	5
Bayer finalise après un an et demi l'acquisition du géant américain Monsanto	6
CATL installera bien une usine de production de batteries en Thuringe.....	6
L'Allemagne renforce son dispositif de contrôle des investissements	6
Transports et infrastructures	6
Automobile / transport routier	6
Opel inquiétée dans l'affaire du diesel tandis que l'accord salarial est entériné par le personnel	6
Stuttgart sera la seconde ville à mettre en place des interdictions de circuler.....	7
Affaire VW : Bosch sommé de communiquer des documents internes à la justice	7
Daimler dévoile son premier bus électrique, le eCitaro	7
Le groupe Volkswagen se lance à partir de 2019 dans le partage de voitures électriques (Electro-Carsharing)	7
Le groupe Daimler confronté à des difficultés avec ses moteurs diesel.....	7

Ferroviaire	7
Un premier train à hydrogène Alstom autorisé à la circulation en Allemagne.....	7
La DB lance une campagne d’essai de la technologie ETCS	8
Retour de la technologie à suspension magnétique pour le transport local	8
Aérien	8
Les aéroports allemands peinent à absorber la croissance du trafic.....	8
Environnement.....	8
Divergence de point de vue des ministres allemands sur les nouvelles normes d’émission à adopter pour les nouveaux véhicules.....	8
En moyenne, 4,5 véhicules se partagent une station de recharge électrique.....	9
Numérique / start-ups / Innovation.....	9
Stratégie allemande sur l’intelligence artificielle.....	9
Agence pour l’innovation de rupture.....	9
Soutien à la création dans le domaine du jeu vidéo	9

Actualité politique allemande

Climat

De nouveaux acteurs allemands plaident en faveur d’une tarification plancher du CO₂

Utz Tillman, chef de la très puissante fédération de la chimie (troisième plus importante fédération de l’industrie allemande) s’est déclaré en faveur de la mise en place d’une tarification plancher du CO₂, élargie aux secteurs des transports et du logement. Il s’inscrit ainsi en faux par rapport aux propos de Peter Altmaier, ministre fédéral de l’économie et de l’énergie. Le ministre a estimé à plusieurs reprises que cette question ne constituait pas une priorité et n’était donc pas à l’ordre du jour.

Le non-respect des objectifs climatiques de l’Allemagne risque de coûter de 5 à 30 Mds€ au gouvernement fédéral d’ici 2030

Selon des documents gouvernementaux officiels recueillis par la presse spécialisée, le non-respect des objectifs européens de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les domaines des transports, des bâtiments mais aussi de l’agriculture pourrait obliger le gouvernement allemand à déboursier entre 5 et 30 Mds€ d’ici 2030 en rachat de quotas auprès de ses partenaires de l’UE. Les émissions de gaz à effet de serre hors ETS représentent environ la moitié des émissions totales. L’Effort Sharing Regulation (ESR) prévoit une réduction pour l’Allemagne de 38 % d’ici 2020 puis de 14% par rapport à 2005.

Energie

La sortie allemande du charbon se jouerait-elle en Rhénanie-du-Nord-Westphalie ? Tensions extrêmes autour de la 4ème réunion de la Commission sur la croissance, les changements structurels et l'emploi - dite Commission « charbon »

Après la trêve estivale, la Commission « charbon » chargée d'esquisser la fin de l'exploitation du charbon et l'avenir des régions productrices, reprend ses travaux dans un contexte de durcissement des positions et de désaccords affirmés entre les différentes sensibilités. Lors de la 4ème session de la Commission, le 29 août dernier, des représentants du groupe énergétique RWE ont été conviés à défendre la légitimité économique des centrales exploitées, alors même que le conflit s'envenime autour de l'exploitation par l'énergéticien des mines de lignite du site de Hambach en Rhénanie-du-Nord. En effet, de violentes manifestations entre les forces de l'ordre et les opposants au défrichement de la forêt de Hambach ont éclaté le 29/08 sur le site minier. Les environnementalistes réclamant un moratoire sur l'exploitation des mines de Hambach durant les travaux de la commission. Au même moment à Berlin, le syndicat minier IG BCE manifestait devant le ministère fédéral de l'Economie et de l'Energie et l'organisation environnementale BUND, représentée au sein de la commission charbon menaçait de la quitter au risque de remettre en cause la légitimité du panel. L'industrie qui rejette toute possibilité d'un moratoire s'appuie notamment sur le soutien politique d'Andreas Pinkwart (FDP), ministre de l'Economie de l'Energie du land de Rhénanie Nord-Westphalie. Jusqu' alors le ministre fédéral de l'Economie et de l'Energie, P. Altmaier avait strictement rejeté toute demande de moratoire émanant des organisations environnementales, mais le 29 août, face aux risques que le différend sur la forêt d'Hambach n'éclipse les débats et ne menace d'échec les travaux de la commission, P. Altmaier a pour la première fois promu une solution négociée avec RWE. Aussi, Svenja Schulze (SPD) ministre fédéral de l'Environnement, s'est-elle exprimée en faveur de la mise en place d'un délai de clarification dans l'exploitation minière de la forêt d'Hambach, s'attirant les foudres du syndicat minier IG BCE.

La prochaine réunion de la Commission aura lieu le 18 septembre prochain à Berlin. Si les déclarations des ministres ont évité que les environnementalistes ne quittent la Commission, la suite des travaux s'avère difficile et certains membres du panel sont déjà pessimistes quant au respect du calendrier initial.

Sur la forêt de Hambach : ancienne de 12 000 ans, Hambach est la dernière forêt primaire d'Europe devenue terre d'exploitation de mines de lignite à ciel ouvert exploitées par RWE jusqu'en 2030 en accord avec les autorités régionales. Couvrant à l'origine 12 000 hectares, cette forêt ne s'entend plus que sur 550 hectares. Aussi la mine de Hambach est devenue le plus grand émetteur de CO2 en Europe. Depuis 2012, les opposants au défrichement de la forêt de Hambach se sont installés de façon permanente sur **le site qui est devenu en Allemagne le symbole de la lutte contre le réchauffement climatique et l'exploitation du charbon.**

Qu'en est-il vraiment du rôle de l'énergie gazière dans la transition énergétique allemande ?

Lors du sommet de l'OTAN en juillet dernier, D. Trump avait accusé l'Allemagne d'être « contrôlée » par la Russie en raison d'une dépendance au gaz russe évaluée par le président des Etats-Unis à 70%.

L'Allemagne ne possède sur son territoire que très peu de champs gaziers et doit importer 92% de son gaz, ce qui laisserait penser - en pleine polémique autour du projet Nord Stream 2 - que le pays deviendrait toujours plus tributaire du gaz russe.

Selon ses propres données, l'Allemagne n'importerait que 34% de son gaz naturel de la Russie, ce qui équivaldrait à peu près à la quantité de gaz qu'elle importe de la Norvège et des Pays-Bas. Au total, le gaz naturel représente 23% de

la consommation d'énergie primaire de l'Allemagne et seulement 13,5% de l'électricité produite dans les centrales électriques. Dans le contexte allemand actuel de sortie du nucléaire, de développement des énergies renouvelables et des travaux – houleux - de la commission « charbon » destinée à proposer en fin d'année un calendrier de sortie du charbon, il semble évident que le gaz naturel sera amené à pallier un manque d'énergie issue de l'abandon des sources nucléaires et fossiles. Aussi, au cours du 1er semestre 2018, les énergies renouvelables ont fourni 36,3% de la puissance électrique de l'Allemagne, alors que le charbon en fournissait 35,1%, le gaz 12,3% et le nucléaire 11,3%.

La production d'électricité issue des énergies renouvelables est désormais supérieure à celle issue du charbon

Au cours des six premiers mois de l'année, selon des données publiées en juillet dernier par l'Association allemande des industries de l'eau et de l'énergie (BDEW), l'éolien, le solaire, l'énergie hydraulique et le biogaz ont satisfait à 36,3 % des besoins en électricité de l'Allemagne, contre 35,1 % pour le charbon. À titre de comparaison, sur la même période en 2017, les renouvelables n'ont répondu qu'à 32,5 % des besoins, contre 38,5 % pour le charbon. Cette baisse dans l'utilisation du charbon s'expliquerait surtout par une diminution du charbon lourd en carbone ou anthracite, alors que l'utilisation du lignite, qui contient une concentration moindre de carbone, est restée relativement stable entre 2017 et 2018.

L'énergéticien allemand Uniper souhaiterait négocier pour fermer ses deux centrales françaises

Uniper implanté en France depuis 1995 y exploite deux centrales à charbon, l'une à Gardanne (Bouches-du-Rhône), et l'autre à Saint-Avold (Moselle). L'énergéticien allemand, aujourd'hui directement impacté par la volonté du gouvernement de fermer ces unités d'ici 2022, a posé une requête auprès de l'exécutif français dont l'objet serait de s'entendre sur une indemnisation financière - dont le montant n'a pas été rendu public - ou sur une éventuelle « solution industrielle ». Initialement prévue en 2030 et avancée à 2022 en 2015, la sortie accélérée du charbon affecte plus de la moitié des capacités de production d'électricité en France d'Uniper. Cette décision touche également directement la moitié de ses effectifs sur le territoire français estimée à environ 250 personnes. Uniper a rappelé avoir investi plus d'1 Md € en France au cours des dix dernières années et réduit de plus de la moitié ses émissions de CO₂ dans le pays. Le groupe allemand a notamment mis à l'arrêt cinq centrales à charbon et remplacé celle de Gardanne par une centrale biomasse de 150 MW.

Nucléaire : amendement de la Loi sur l'énergie atomique

En 2012, trois des quatre exploitants nucléaires (les allemands RWE et E.ON et le suédois Vattenfall) avaient attaqué la validité du 13e amendement de la loi Atomique - celle - actant de la fin du nucléaire en Allemagne.

Après plusieurs années d'instruction, [la Cour constitutionnelle allemande de Karlsruhe avait rendu son jugement le 6 décembre](#) 2016. Les sages avaient estimé que la décision prise en 2011 par le gouvernement pour une sortie accélérée du nucléaire et sa mise en application par le 13° amendement de la Loi Atomique était en majeure partie compatibles avec la constitution allemande. Il n'y avait donc pas d' « expropriation illégale » comme évoquée par les exploitants. Mais la Cour constitutionnelle avait néanmoins indiqué que la décision de l'Etat allemand ne l'exonérait pas de dédommager les électriciens pour le manque à gagner que représente la fermeture de leurs installations.

Le 23 mai 2018, le gouvernement allemand a entériné un projet d'amendement à la Loi Atomique préparé par le ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU). Le Parlement et le Bundesrat ont ensuite validé ce projet. Aussi, l'amendement de la Loi sur l'énergie atomique pour la mise en œuvre de la décision de la Cour constitutionnelle fédérale de décembre 2016 a été adopté par le Bundesrat le 6 juillet 2018 et le calendrier de l'élimination accélérée du nucléaire reste inchangé.

Estimation du montant des indemnités financières :

Le montant final ne sera fixé qu'en 2023 car les quotas non consommés ne seront connus qu'à cette période, après l'arrêt définitif de tous les réacteurs nucléaires. Dans la mesure du possible, le législateur attend des exploitants de

transférer à d'autres centrales les quotas non consommés avant fin 2022. En conséquence les estimations actuelles recèlent un degré considérable d'incertitude. L'indemnisation sera calculée à partir du prix de vente de l'électricité sur le marché entre 2011 et 2022 moins les coûts d'exploitation des centrales. Selon les premières estimations du ministère, le montant des indemnités financières approcherait le milliard d'Euros pour RWE et Vattenfall, loin toutefois des 19 Mds€ initialement estimés par les exploitants.

Mercedes transforme une centrale à charbon de la Ruhr en unité de stockage de batteries

Au sud de Dortmund, dans la petite commune rurale d'Elverlingsen, Mercedes a transformé une ancienne centrale à charbon en une unité de stockage d'énergie. La filiale de Daimler travaille depuis longtemps à un projet permettant de recycler en unités de stockage résidentielles les batteries de ses véhicules électriques après la diminution de leur puissance. Mercedes avait finalement abandonné ce projet faute de débouchés ; elle s'était ensuite orientée vers des unités de grandes capacités, construites pour soutenir le réseau. En 2017, Mercedes avait déjà installé une unité de ce type, construite exclusivement avec des batteries de véhicules électriques de seconde main dans un quartier de Hanovre au nord de l'Allemagne. Avec 17,4 MWh de capacité, cette réalisation est une réussite sur laquelle Mercedes souhaite capitaliser. Ce nouveau projet dans la Ruhr, consistant à donner une seconde vie aux batteries des véhicules Mercedes, devrait créer un volume de stockage électrique de 9,8 MWh et permettre de revaloriser le site industriel de l'ancienne centrale à charbon de Werdohl-Elverlingsen construite en 1912 et progressivement fermée entre 2012 et mars 2018. L'unité de stockage de Werdohl-Elverlingsen a été inaugurée en juin 2018 et contribue à l'alimentation d'un réseau électrique local.

Des pertes d'emplois se profilent dans l'éolien

Le groupe Enercon, qui possède près de 40 % des brevets dans le domaine de l'éolien et qui emploie plus de 33 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 4,9 Mds€ (en 2013) pourrait perdre plus de 800 emplois dans les prochains mois. Contrainte par une baisse de commandes sur le territoire national, l'entreprise souhaite se positionner davantage à l'international et délocaliser certains de ses sites de production pour se rapprocher de ses nouveaux marchés. Le syndicat IG Metall s'est immédiatement saisi de l'affaire et exige un plan social et des mesures de formations pour hausser le niveau de qualification des employés d'Enercon.

Industrie/entreprises

Démissions chez Thyssenkrupp

Ulrich Lehner, le président du conseil d'administration de Thyssenkrupp a annoncé sa démission dans un contexte de bataille de pouvoir pour la stratégie de l'entreprise faisant suite à la décision de délocalisation de la branche sidérurgie au sein d'une coentreprise avec le concurrent indien Tata. Cela intervient peu après la démission du PDG, Heinrich Hiesinger et à un moment où l'entreprise fait face à des pressions agressives de la part des fonds spéculatifs américain Elliott et de la société d'investissement suédoise Cévian qui ont pu faire grimper le cours des actions de Thyssenkrupp jusqu'à 10% et qui pourraient influencer la future constitution du conseil d'administration. En attendant de connaître le nom du successeur de Lehner, le directeur financier Guido Kerkhoff dirige l'entreprise. De plus, alors que le personnel craint des suppressions de postes, Ursula Gather, présidente de la fondation Krupp, a assuré à plusieurs reprises que le but principal reste « la stabilité à long terme et le développement futur ».

Les actionnaires d'Alstom à 95% en faveur de la fusion avec Siemens

Mardi 17 juillet, 95% des actionnaires du groupe français Alstom se sont exprimés en faveur de la fusion avec le groupe allemand Siemens ce qui permettrait de créer un géant européen capable de faire face au groupe chinois CRRC. Les conditions de la fusion qualifiée de « fusion entre égaux » par Joe Kaeser, le PDG de Siemens, seraient une obligation de préserver les 9 000 emplois et les sites de productions français au cours des quatre premières années, Henri Poupart-Lafarge, actuel directeur d'Alstom, serait PDG du groupe et le siège social serait à Munich. De plus, en apportant son capital, Siemens deviendrait l'actionnaire majoritaire avec 50,67% du capital et recevrait six sièges sur

onze au conseil d'administration. La Commission Européenne a ouvert une enquête sur la compatibilité de l'opération avec le droit de la concurrence ; décision attendue pour novembre 2018.

Bayer finalise après un an et demi l'acquisition du géant américain Monsanto

Après un an et demi, le groupe allemand Bayer a obtenu toutes les approbations officielles, y compris dernièrement celle du ministère de la justice américain, concernant l'acquisition du groupe américain Monsanto. La levée de financement a commencé avec 6 Mrds€ de capitaux frais et des placements obligataires sont prévus pour un volume total allant jusqu'à 20 Mds€. Le groupe Bayer s'attend grâce à cette acquisition à un apport de 1,2 Mrd€ par an obtenus grâce à la synergie à compter de 2022. En vendant son activité semencière, rachetée par BASF, Bayer aura une activité agricole aussi importante que le secteur pharmaceutique qui ne devrait finalement pas souffrir de l'acquisition du géant semencier. Bayer se positionne ainsi comme un des rares acteurs mondiaux de la chimie à pouvoir développer de nouvelles molécules simultanément sur la santé humaine, animale et végétale.

CATL installera bien une usine de production de batteries en Thuringe

Dans le cadre du sommet sino-allemand le 10 juillet à Berlin, l'entreprise CATL et le Land de Thuringe ont signé hier un accord pour l'implantation d'une usine de production de batteries près d'Erfurt. La première usine du fabricant hors Chine, dans laquelle il investira 240 M€ d'ici 2022, sera destinée à la production de 14 GWh de cellules par an et devrait ainsi créer 600 emplois (la presse mentionne l'éventualité de 1 000 emplois à terme). L'entreprise bénéficiera d'une aide régionale au développement économique de 7,5 M€ octroyée par le Land de Thuringe, à laquelle devraient encore s'ajouter des financements fédéraux (aucune précision n'a été donnée pour l'instant). BMW sera un partenaire majeur de l'usine, en partageant une partie du risque sur l'usine. Le constructeur a par ailleurs déjà passé commande à CATL pour 4 Mds€ de batteries, dont un peu moins de la moitié sera produite à Erfurt. Ces dernières serviront bien à équiper le modèle iNext prévu pour 2021. La Chancelière a indiqué qu'en l'absence de solution allemande, il était bon que des investisseurs chinois aient choisi l'Allemagne comme lieu de production.

L'Allemagne renforce son dispositif de contrôle des investissements

Le groupe chinois Yantai Thahai a souhaité racheter la société allemande Leifeld Metal Spinning (machines-outils et composants pour l'industrie aéronautique, spatiale et nucléaire). Devant la menace d'un veto de la part du gouvernement fédéral, ce qui aurait été une première outre-Rhin, la société chinoise a décidé in extremis de retirer son projet.

Six jours après cette annonce, le ministre fédéral allemand de l'Economie et de l'Energie P. Altmaier (CDU) a annoncé, le 7 août, son intention de modifier le décret relatif à l'économie extérieure (pourtant déjà renforcé il y a un an), afin de permettre aux entreprises extra-UE souhaitant investir dans les « infrastructures critiques » allemandes de faire l'objet d'une procédure de contrôle dès lors qu'au moins 15% des droits de vote au sein de la société allemande sont concernés (25% actuellement). Début août, la KfW (banque publique) a, par ailleurs, annoncé l'acquisition de 20% des parts de l'énergéticien allemand 50Hertz (soit l'équivalent de la part qui aurait pu revenir à des investisseurs étrangers), permettant d'empêcher indirectement la reprise par la société chinoise SGCC.

Transports et infrastructures

Automobile / transport routier

Opel inquiétée dans l'affaire du diesel tandis que l'accord salarial est entériné par le personnel
Les médias allemands se réfèrent à un article paru dans l'édition dominicale du quotidien BILD (*BILD am Sonntag* du 15 juillet). D'après l'hebdomadaire, l'Agence fédérale pour les véhicules (*Kraftfahrzeugbundesamt* – KBA) souhaite obtenir des précisions sur le fonctionnement des systèmes de filtration de trois types de véhicules diesel Opel de la norme Euro 6 : Insignia, Zafira et Cascada. Elle aurait sommé Opel de réagir sous deux semaines et les responsables de se présenter pour une audition. Un représentant du Ministère fédéral des transports a précisé que ce n'est qu'à l'issue de ce processus que le défaut de fonctionnement pourra être confirmé. 60.000 véhicules seraient concernés.

Opel n'a jusqu'ici pas été directement inquiété par l'affaire diesel, même si le constructeur est en train de rééquiper de manière volontaire certains de ses véhicules en logiciels plus modernes. Cette audition ne pourrait être qu'une étape d'un processus de vérification qui dure depuis plus de deux ans déjà, comme l'a indiqué un porte-parole d'Opel. Il semble donc être encore trop tôt pour conclure à l'incrimination prochaine du constructeur.

Par ailleurs le personnel d'Opel a approuvé l'accord salarial signé entre la direction et IG Metall.

Stuttgart sera la seconde ville à mettre en place des interdictions de circuler

A partir du 1^{er} janvier 2019, la ville de Stuttgart imposera des interdictions de circuler pour les véhicules diesel de la norme Euro 1 à Euro 4 dans l'une des principales avenues de la métropole. A partir de 2020, ces interdictions pourraient aussi concerner les véhicules diesel de la norme Euro 5 avec dans un premier temps des exceptions pour les véhicules ayant fait l'objet d'un rééquipement logiciel ou physique. Stuttgart emboîte donc le pas à la ville-Etat de Hambourg, qui avait introduit les premières interdictions de circuler pour les véhicules diesel (norme Euro 5 comprise) dès juin 2018.

Affaire VW : Bosch sommé de communiquer des documents internes à la justice

Le tribunal régional de Stuttgart a sommé l'équipementier automobile spécialisé dans la technologie diesel de lui faire parvenir des documents internes et en particulier des échanges de mails avec VW et Porsche. Ceux-ci ne doivent pas tant servir à incriminer Bosch qu'à prouver, à la suite de la plainte déposée par certains investisseurs de VW, que les marchés financiers ont été informés trop tard des irrégularités dans les systèmes de contrôle des émissions pourtant connus depuis 2015. L'équipementier avait jusqu'ici fait valoir son droit au refus de témoigner.

Daimler dévoile son premier bus électrique, le eCitaro

En amont du salon des véhicules utilitaires de Hanovre, qui se tiendra du 20 au 27 septembre 2018, Daimler a présenté en ligne son premier modèle de bus électrique, le eCitaro. Reprenant ainsi son modèle à succès, écoulé à plus de 50 000 exemplaires, l'eCitaro complètera une offre alternative déjà composée d'une version hybride et d'une fonctionnant au gaz naturel. Le constructeur annonce une puissance de 243 kWh qui devrait passer à 400 kWh en 2020 (soit 250 km d'autonomie) grâce à l'usage de batteries solides Lithium métal Polymère (LMP) fabriquées par la filiale Blue Solutions du groupe Bolloré. Daimler évoque également l'usage futur de la technologie de pile à combustible, prévue pour 2022.

Le groupe Volkswagen se lance à partir de 2019 dans le partage de voitures électriques (Electro-Carsharing)

Sous le nom de « We share », le groupe VW va investir le secteur du partage des voitures électriques. Il commencera par mettre en service environ 2 000 véhicules électriques à Berlin. Le marché en pleine expansion du partage de voitures (Drivenow de BMW et Car2go de Daimler qui vont fusionner) représente 3000 véhicules sur Berlin.

Le groupe Daimler confronté à des difficultés avec ses moteurs diesel

Le groupe Daimler a, à quelques jours d'intervalle, dû rappeler 690 000 véhicules légers équipés de moteurs diesel mais aussi stopper la livraison des moteurs diesel 6 cylindres pour poids lourds en raison de dépassement des normes autorisées d'émission de dioxyde d'azote.

Ferroviaire

Un premier train à hydrogène Alstom autorisé à la circulation en Allemagne

Le Coradia iLint d'Alstom est le premier train à hydrogène à avoir obtenu, début juillet 2018, l'homologation de l'Agence ferroviaire fédérale (*Eisenbahn-Bundesamt* - EBA) pour le transport de passagers sur le réseau allemand. Cette technologie est particulièrement intéressante pour le réseau ferré allemand dont l'électrification n'est que partielle. Sur les voies concernées, elle représente une alternative propre au diesel. Les deux premiers prototypes seront mis en service à l'été entre Cuxhaven et Buxtehude. Le Land de Basse-Saxe a déjà commandé 14 modèles à la société.

La DB lance une campagne d'essai de la technologie ETCS

Le directeur de la DB Réseau (DB Netz), Ronald Pofalla, est sur le point de lancer trois projets tests de mise en œuvre de la technologie ETCS : les transports en communs de Hambourg et Stuttgart ainsi qu'un trajet nord-sud grande distance (soit Rotterdam-Gênes, soit Stockholm-Naples) en coopération avec les pays voisins. La technologie de contrôle des trains, qui permet tant l'interopérabilité des systèmes européens que la baisse des coûts d'entretien de la signalisation porte avant tout l'espoir de permettre une augmentation de 20% du trafic sans voies supplémentaires, grâce à son efficacité et à sa précision. Alors que la nouvelle liaison Berlin-Munich est partiellement équipée de cette technologie, elle n'est pas surchargée et ne constitue donc pas un cas-test idéal. Ces trois projets d'envergure devraient nécessiter un investissement de 3 Mds€, portés par l'Etat fédéral. 2 500 km doivent être équipés à l'horizon 2022. La société Pwc estime quant à elle que la numérisation de l'ensemble des 33.000 km de réseau ferré allemand coûtera au total 35 Mds€.

Retour de la technologie à suspension magnétique pour le transport local

Après l'échec en 2006 de la technologie Transrapid, envisagée un temps en Allemagne comme technologie de rupture pour la très grande vitesse ferroviaire, le train à suspension magnétique fait son retour dans le pays sur le marché du transport local. Après 35 M€ d'investissements en R&D et 65 000 km parcourus sur un trajet test de 800m, la PME estime que la technologie est prête à être commercialisée. Contrairement au Transrapid, une nouvelle technique de production industrielle par bloc permet de baisser drastiquement les coûts de l'infrastructure (50 M€ par km estimés pour une double voie), rendant ainsi la technologie pleinement compétitive face à la construction, par exemple, d'un métro. La société ne prévoit cette fois-ci qu'une vitesse de pointe de 150 km/h (contre environ 500 km/h pour le Transrapid) et des lignes de 30 km maximum. Un partenaire chinois a déjà accepté de construire un nouveau tronçon d'essai de 3,5 km. La société vise un marché de niche, en particulier en Chine, pour les connexions rapides entre centre-ville et lieux d'exposition/de salons/aéroports.

Aérien

Les aéroports allemands peinent à absorber la croissance du trafic

Le trafic aérien civil allemand subit une conjoncture défavorable. Celui-ci croît continuellement en Allemagne, avec un pic notable en cette période estivale. Ainsi l'aéroport de Francfort a enregistré une hausse de fréquentation de 10% au premier semestre 2018. Alors que l'aéroport de Berlin Tegel peine à absorber l'afflux de passagers initialement sensé être compensé par l'ouverture du nouvel aéroport BER, Eurowings absorbe difficilement la flotte récemment rachetée il y a quelques mois à AirBerlin. En conséquence, les retards et annulations s'accumulent. L'association de consommateurs Airhelp a annoncé qu'au premier semestre 2018, un avion sur quatre avait été retardé d'au moins 15 minutes en Allemagne et que les retards de plus de 3h avaient notablement progressé. Les compagnies aériennes pointent du doigt les contrôleurs aériens, qui renvoient quant à eux à la mauvaise organisation de ces dernières. Dans le contexte d'un essor des départs en voyage cette année (11% de plus que l'année dernière), la branche du tourisme s'est déclarée particulièrement impactée par ses difficultés.

Environnement

Divergence de point de vue des ministres allemands sur les nouvelles normes d'émission à adopter pour les nouveaux véhicules

A la veille du conseil européen des ministres de l'environnement à Luxembourg en juin dernier, Svenja Schulze (SPD), ministre fédérale de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire et Andreas Scheuer (CSU), ministre des transports et des infrastructures numériques, n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur les nouvelles normes d'émissions des véhicules. La commission préconisait en 2025 -15 % par rapport à 2021 et -30 % en 2030. Mme Schulze militait de son côté pour -50 % en 2030. M. Scheuer refusait de son côté toute augmentation des valeurs limites autorisées. D'après les médias allemands, une réunion serait programmée le 24 septembre prochain à Berlin

en présence de trois ministres SPD (Mme Schulze, Olaf Scholz, ministre des finances et Hubertus Heil, ministre du travail), des membres des conseils d'administration des constructeurs automobiles et des représentants du syndicat IG Metall. Par le truchement de cette réunion, les représentants du secteur automobile (constructeurs et syndicat) souhaitent que le SPD défende les mêmes positions sur les émissions de véhicules que l'Union (CDU/CSU).

En moyenne, 4,5 véhicules se partagent une station de recharge électrique

A la question : « *le développement des voitures électriques est-il freiné par le manque de bornes de recharge ou bien le déploiement d'un réseau de bornes de recharges est-il freiné par le faible nombre de véhicules électriques ?* », il apparaît que le réseau actuel permettrait de recharger trois fois plus de véhicules (12 000 stations de recharge, avec au minimum deux points de charge par station, pour 54 000 véhicules en janvier 2018). Le pays dispose donc en moyenne d'une station pour 4,5 véhicules (12,5 de recommandés). La difficulté réside plus dans la disparité géographique des bornes de recharge.

Numérique / start-ups / Innovation

Stratégie allemande sur l'intelligence artificielle

Le gouvernement a annoncé les grands axes de sa stratégie sur l'intelligence artificielle, qui devrait être finalisée début décembre à l'occasion du sommet numérique allemand. La stratégie allemande comprendra 5 volets principaux, destinés à renforcer le transfert de la recherche vers l'économie, renforcer la formation et identifier l'impact des technologies de l'IA sur l'emploi, intégrer l'IA dans les compétences de l'administration allemande, faciliter la circulation et l'utilisation des données et clarifier les problématiques qui peuvent se trouver dans les applications de cette technologie. La stratégie allemande évoque en particulier le travail avec la France au sein d'un centre franco-allemand sur l'IA, fonctionnant en réseau à partir d'institutions existantes, destiné à faciliter les échanges entre France et Allemagne sur quelques chantiers de l'IA. La stratégie allemande mentionne également le souhait de travailler avec la France sur des règles communes en ce qui concerne l'éthique de l'IA, ainsi que les impacts de l'IA sur le monde du travail.

Agence pour l'innovation de rupture

Le gouvernement a validé fin août la création d'une agence pour l'innovation de rupture. Cette agence sera sous forme de société à capital 100% public, mais bénéficiera des flexibilités budgétaires maximales afin de pouvoir adapter le soutien apporté aux projets de façon rapide. L'agence jouira d'une indépendance forte malgré le contrôle de l'Etat, symbolisée en particulier par son recrutement qui sera fait de cadres du privé, pour une durée limitée à 6 ans au sein de l'agence. Le budget consacré à cette agence devrait être de 151 M€ sur la période 2019-2022, et le gouvernement envisage d'augmenter les ressources disponibles dès 2019 de 100 M€ par an.

L'agence fournira deux types de soutien à l'innovation de rupture, toujours en s'orientant sur des grands défis apportés par les utilisateurs de technologies actuelles. Le premier produit sera un soutien aux projets « de pointe », sélectionnés par l'agence, et le second produit sera l'organisation de concours. L'agence aura également un rôle de définition des thématiques d'intérêt qui présentent un potentiel particulier en termes d'innovation de rupture, ainsi que la facilitation du transfert et de l'essaimage des projets soutenus par l'agence. Les premiers concours pourraient être lancés par l'Allemagne en coopération avec la France sur des thématiques d'intérêt commun.

Soutien à la création dans le domaine du jeu vidéo

La Ministre déléguée allemande au digital, Dorothee BÄR, a annoncé à l'occasion du salon allemand du jeu vidéo, Gamescon à Cologne, le souhait de mettre en place un soutien à la production de jeux vidéo en Allemagne, à hauteur de 100 M€ par an. Ce dispositif national viendrait se substituer aux dispositifs régionaux qui existent déjà en matière de création dans certains Länder allemands, tels que le Bade-Württemberg, Berlin ou la Rhénanie du Nord-Westphalie.